



## NON A L'EXPERIMENTATION

Dans un premier temps M Bauduin fait, dans sa note de service du 26/02/09, une curieuse référence aux établissements privés.

Qui peut en effet s'étonner de l'empressement du privé à appliquer la réforme Darcos. Les chefs d'établissement du privé sont déjà de petits chefs d'entreprise (financement de leur budget, recrutement du personnel, autonomie de l'établissement...), et les valeurs du privé ne sont bien entendu pas les valeurs d'un service public digne de ce nom.

Dans un deuxième temps M Bauduin parle du texte « des points de convergence... »

Faut-il rappeler que le ministère avait indiqué par avance que seules les organisations syndicales signataires de ce texte participeraient à la discussion dans les groupes de travail (curieuse conception du dialogue social et de la négociation). Ce texte contient certes des points peut-être dangereux, sur la conception du métier, sur l'autonomie de l'établissement... mais aucune solution préalable n'est imposée. Le snes, syndicat majoritaire dans le second degré, a beaucoup hésité et a finalement estimé de l'intérêt des personnels qu'il représente et de celui du système éducatif d'accepter la démarche pour participer activement aux discussions.

Mais constatant rapidement l'absence totale de réflexion globale sur la réforme, de la seconde au baccalauréat, la navigation ministérielle à vue (ex: dans le tronc commun: sciences expérimentales (non, oui), SES (non, oui), voies technologiques(?), séries S, ES, L (non oui ?)), et la volonté du ministère d'imposer des hypothèses non négociables, le Snes a claqué la porte des négociations début octobre.

M Bauduin parle de repartir du texte « points de convergence... » pour entraîner le lycée Gambetta dans la démarche de l'expérimentation. Mais où a-t-il vu par exemple, l'organisation semestrielle ou le lycée tout modulaire dans ce texte? L'interprétation du texte et l'inspiration lui ont peut-être donné des idées originales (module: nouveau remède miracle contre l'échec scolaire), car je n'ose pas imaginer que M Bauduin soit devenu un docile serviteur de M Darcos, pour faire revenir par la fenêtre une réforme largement rejetée par la profession, suspendue et « remise à zéro » aux dires même du ministère.

Sur la réforme du lycée, M Descoings, chargé de mission auprès du ministère, doit remettre un rapport d'étape mi-mai (texte d'orientation générale) et une copie définitive en octobre.

En l'état du débat, que signifie « expérimenter » quand personne ne connaît encore l'orientation générale du nouveau texte. Que signifie « expérimenter un scénario » l'année prochaine si ce scénario n'est pas retenu dans la réforme proposée à la fin de cette année scolaire.

Cette expérimentation n'est pas une expérimentation. Elle ressemble plus à une opération stratégique, accoutumée de ce gouvernement, pour relancer la réforme Darcos.

**Le problème n'est pas de savoir si on se fait plaisir intellectuellement avec tel ou tel scénario. Le problème est de prendre conscience que derrière cette expérimentation tactique et ces objectifs masqués, se profile la mise en place de la réforme de toute l'Education Nationale. Il y a une profonde cohérence dans la réforme universitaire, et du second degré. Il y a une volonté de réduire les coûts de l'éducation nationale, de réduire les contenus disciplinaires pour la formation des enseignants et des élèves, de peut-être recruter au niveau local les enseignants, de donner une autonomie de plus en plus forte aux établissements avec une évaluation locale du baccalauréat, et un pouvoir de plus en plus grand aux chefs d'établissement... C'est pourquoi**

**Le snes appelle tous les collègues  
à rejeter  
cette expérimentation.**

## Appât

L'année dernière la réforme universitaire a été votée rapidement pendant les vacances, et pour appâter la communauté universitaire (en particulier l'Unef et la CPU) et l'entraîner dans le processus de réforme, on a dégagé des moyens financiers qui n'ont pas été renouvelés.

Aujourd'hui la très grande majorité de la profession universitaire comprend mieux tous les dangers de cette réforme et réclame son abrogation.

Au lycée, pour mieux entraîner les collègues dans le processus de réforme, on fait miroiter des postes.

Des rumeurs parlent même de primes conséquentes pour les chefs d'établissement se lançant dans l'expérimentation.

Mais une fois le processus enclenché, que restera-t-il de ces moyens?

Le gouvernement ne dégagera sûrement pas 13500 postes pour les 2700 lycées, et encore moins 37500 postes pour assurer la réforme dans les trois niveaux seconde, première et terminales.

# A

## Expérimentation bidon.

L'année dernière une expérimentation «reconquête du mois de juin» a été lancée dans quelques lycées.

Les échos recueillis par le snes auprès des collègues sont très négatifs.

Aucun bilan de la Direction générale de l'enseignement scolaire n'a été fourni; mais le gouvernement décide malgré tout de généraliser cette initiative dès cette année dans tous les lycées.

Ici on nous propose une expérimentation dont les protocoles en termes d'objectifs et d'évaluation n'ont pas été définis et personne ne connaît le contenu de la future réforme.

De toute façon a-t-on déjà vu un gouvernement faire un bilan des différentes réformes imposées au monde éducatif ?

De plus peut-on croire un seul instant la sincérité de cette expérimentation, quand on voit comment réagit ce pouvoir quotidiennement, et pour prendre un exemple: c'est avec un profond mépris que ce pouvoir traite les commissions paritaires pour les mutations du personnel? (voir panneau syndical).

**Cette expérimentation n'est qu'une opération communication stratégique pour entraîner la profession dans un processus qu'elle rejette massivement.**

# D

## Globalisation des moyens

Dans les années 80 on est passé d'une gestion des moyens classe par classe (nombre de classes  $\Rightarrow$  nb d'heures  $\Rightarrow$  nb de postes) à une dotation globale des moyens au niveau de l'établissement.

Cette idée «géniale» a permis de masquer la diminution des moyens attribués par l'état.

Mais cela ne semble pas suffisant.

Une dotation globale au niveau d'un district permettrait une économie de postes encore plus grande.

Les proviseurs de Tourcoing et d'ailleurs (seuls ou avec l'aide du rectorat ?) semblent avoir réfléchi à cette idée.

Certes on nous propose pour l'instant surtout les options STG, STI, STS; on nous maquille le tout d'un vernis pédagogique soi-disant pour l'intérêt des élèves. Mais on imagine aussi d'intégrer des élèves des autres lycées dans nos modules. Lesquels ?

Y a-t-il une limite dans cette logique?

La sécurité des élèves pour aller d'un établissement à l'autre?

L'absentéisme?

Le service des enseignants? (on pourrait suggérer une nomination des enseignants sur le district et non dans un lycée.)

Conseil de classe pour les enseignants à Gambetta, à Colbert, à Sévigné? à moins que l'on considère «ces modules» comme une amusette pédagogique et que l'évaluation soit annexe.....

## Le scénario ?

- L'administration a certes des préférences dans le choix du scénario.
- Il semblerait d'ailleurs que le ministère n'attribue 5 postes supplémentaires que pour certaines expérimentations. Localement on peut toujours envisager une expérimentation sans moyens supplémentaires.

- Mais finalement le choix importe peu dans cette fausse expérimentation. L'essentiel est d'entraîner les collègues pour choisir eux-mêmes la voie de l'autonomie de leur propre établissement.

- La version initiale du texte «points de convergence...» parlait d'une «véritable autonomie de l'établissement» et le titre était «donner» au lieu de «rechercher de nouveaux espaces d'autonomie aux établissements»

# N

## Semestrialisation:

solution dangereuse

A coté des «vraies» disciplines annuelles, on trouvera des «demi-disciplines» semestrielles, qui devront être en concurrence entre elles pour attirer les élèves. Faute de temps le contenu de ces disciplines sera appauvri. De plus peut-on envisager une évaluation sérieuse des élèves tous les deux mois ?

La semestrialisation favorisera le zapping, qui en plus de nuire aux élèves les plus en difficultés, n'est pas une condition adéquate pour construire une orientation raisonnée. Elle renforce l'individualisation des choix (facteur d'inégalités sociales), et favorise essentiellement la logique du module, qui réduit l'orientation à une accumulation de capital scolaire. En outre comment va-t-on intégrer les disciplines semestrielles du premier semestre, et leur évaluation, dans l'orientation de fin d'année. Dans le cycle terminal, ces enseignements semestriels ne pourront être évalués à l'examen final; de fait on nous entraîne dans une évaluation locale.

La semestrialisation implique enfin pour les personnels une annualisation des services.

Que faire d'un collègue qui n'aurait plus suffisamment d'élèves au second trimestre ? Que faire des options-modules qui ne réussiraient pas à faire le plein sur l'année ? On risque de donner encore plus de possibilités à l'administration pour faire éclater les statuts des personnels (voir les attaques régulières contre les TZR).



**AVENIR DES JEUNES**



## Indécent

Il est particulièrement scandaleux que le gouvernement libère 500 postes pour l'expérimentation alors qu'il s'enferme dans sa volonté de supprimer 13500 postes dans l'éducation nationale pour la rentrée 2009.

Il est particulièrement indécent d'accepter 500 postes, pour soi-disant expérimenter, alors que nos collègues luttent dans d'autres établissements pour empêcher la suppression de postes (10 postes Queneau à Villeneuve d'Ascq, 10 postes Béhal à Lens, 10 postes Darras à Liévin...)

De plus on apprend tout dernièrement la suppression de 215 postes de TZR pour l'académie (en plus des 376 postes déjà supprimés). Dans de telles conditions, comment seront assurés les remplacements?

## Programme: le carcan

ou la garantie d'obtenir une qualification reconnue de tous?

Aborder et expliquer le contenu d'un programme, sans contrainte, c'est la liberté pédagogique. Choisir son propre programme, c'est l'anarchie. C'est s'adapter aux conditions sociales des élèves, avec beaucoup de démagogie; ce n'est sûrement pas donner aux élèves une qualification reconnue nationalement; c'est accentuer encore davantage le tri social...

Dans un des scénarios on n'hésite pas à expérimenter de nouveaux modules, sans programme défini nationalement; à moins que les IPR soient devenus les grands «Sages» de l'éducation nationale. ???

Pour appliquer cette réforme, on n'hésite pas à cobayer nos élèves en leur donnant un enseignement non défini, mais local et différent de l'enseignement dispensé dans les autres établissements.

Comment évaluer cet enseignement mal défini ? Quelles seront les conséquences sur le programme de première et terminale ?

De facto on nous entraîne dans une évaluation locale de plus en plus forte du baccalauréat.